Quatrième cours

L'acte administratif unilatéral (Suite)

Objectifs du cours :

- L'étudiant identifie les termes les plus importants du droit administratif notamment la théorie des actes administratifs unilatéraux car il s'agit d'un module important et fait partie d'une unité de base,
- L'étudiant extrait plusieurs termes liés aux actes administratifs unilatéraux (la nature, les critères déterminants, ...etc.)
- Il achève à acquérir de nouvelles compétences linguistiques lexiques et les utilise dans des paragraphes d'un cours magistral ou d'un texte spécialisé

II. Les critères de l'acte administratif unilatéral

La définition classique de l'acte administratif unilatéral demande certaines précisions :

- ✚ La capacité de créer « unilatéralement des droits et obligations », accompagnée du **privilège du préalable**, et ceci est le premier aspect **des prérogatives de la puissance publique**, souligne que tout acte administratif unilatéral ne constitue pas nécessairement une décision. Car certains actes administratifs n'ont pas de **caractère exécutif** (ne sont pas exécutoires) en raison de leur faible influence dans l'ordre juridique, tels que **les mesures d'ordre intérieur, les circulaires interprétatives, les directives ou certains éléments d'une procédure complexe** (comme **les avis, mises en demeure et mesures préparatoires**) qui ne faisant pas grief, ne peuvent faire l'objet **d'un recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif**.
- ✚ Cette expression unilatérale de volonté peut être manifestée en plusieurs formes : **décision implicite ou explicite, décret, décret exécutif, arrêté, délibération, ...etc.** La portée peut être subjective ou générale (**acte réglementaire, individuel**).

Les critères déterminant la nature de l'acte administratif unilatéral :

1. Le critère organique :

Selon ce critère les actes immanents des **autorités administratives** sont des **actes administratifs** et ceux pris par **des personnes privées** ne le sont pas. Le critère organique est insuffisant, parce qu'il y a des actes pris par l'administration sont de droit privé (« **acte portant sur la gestion privée : en matière de services publics industriels et commerciaux, ou de domaine privé** »), en revanche « il est admis que des personnes privées peuvent prendre des actes administratifs unilatéraux ».

2. Le critère matériel, :

Celui-ci porte sur le **contenu** de l'acte. La jurisprudence administrative reconnaît qu'un acte administratif peut émaner d'une personne de droit privé : « Les comités d'organisation, chargés de participer à **l'exécution d'un service public** », les décisions qu'ils prennent dans le cadre de leurs compétences, qu'il s'agisse de règlements ou de **dispositions individuelles**, sont des actes administratifs. (L'arrêt Monpeurt du 31 juillet 1942).

S'agissant des Services publics industriels et commerciaux (SPIC), la jurisprudence considère que **les règlements relatifs à « l'organisation du service public »** sont administratifs. Mais, ça « n'exclut pas le critère **de la puissance publique** qui intervient également pour qualifier l'acte administratif à travers des **prérogatives de puissance publique** ».

La présence des **prérogatives de puissance publique** permet en premier lieu d'identifier le service public dans une **activité d'intérêt général** menée par une personne de droit privé. Par ailleurs, lorsque des personnes privées utilisent les prérogatives de puissance publique qui leur sont attribuées par les autorités, leurs actes sont considérés comme administratifs, même s'ils ne font pas partie d'une mission de service public.

La puissance publique peut se combiner avec le service public. Un acte réalisé par une **personne privée** devient alors administratif s'il est lié à l'accomplissement **d'un service public et implique des prérogatives de puissance publique**. Cependant, cela ne signifie pas que les deux notions ont un rôle équivalent. Lorsqu'il y a un service public, la jurisprudence semble accorder un rôle crucial au critère de **prérogatives de puissance publique**.

Termes essentiels :

Le contentieux administratif	المنازعة الإدارية
Recours en excès de pouvoir	دعوى تجاوز السلطة
Les actes préparatoires et assimilés	الأعمال التحضيرية والمشابهة
avis	رأي
consultation	استشارة
proposition	اقتراح
Les documents internes de l'administration	الوثائق الداخلية للإدارة
Le circulaire	المنشور
La directive	التعليمية
Les prérogatives de la puissance publique	امتيازات السلطة العامة

Le caractère exécutif	الطابع التنفيذي
Le juge administratif	القاضي الإداري
Décision implicite	قرار ضمني
Décision explicite	قرار صريح
décret	مرسوم
décret exécutif	مرسوم تنفيذي
Arrêté	قرار
Délibération	مداولة
service public	مرفق عام
services publics industriels et commerciaux	مرافق عامة ذات طابع صناعي وتجاري
domaine privé	الأموال الوطنية الخاصة
Domaine public	الأموال الوطنية العامة

Références :

- VAN LANG Aghate, GONDOUIN Genevière, INSERGUET-BRISSET Véronique, Dictionnaire de droit administratif, 7^{ème} édition, Sirey, 2015.